Depuis plus d’un mois les enseignants du premier degré, les Professeurs de la ville de Paris (PVP), les animateurs et bon nombre de personnels intervenants dans les écoles se réunissent en Assemblées générales (AG) pour débattre de la nouvelle loi dite de « refondation » de l’école. Toutes ces AG ont abouti à un même constat : la mairie de Paris et son donneur d’ordre qu’est le ministère de l’éducation nationale marquent clairement leur mépris des personnels des écoles, des élèves et des parents en imposant une réforme des rythmes scolaires sans se soucier des constats effectués en amont. En effet, le ministère tente de façon totalement démagogique de faire passer sous couvert d’horaires plus adaptés des restrictions de budgets. Les personnels des écoles de la ville de Paris ne sont pas dupes, si ils refusent cette réforme c’est en tenant compte des nombreuses aberrations qu’elle contient : des promesses d’ateliers culturels, sportifs sans renforcement des moyens matériels et humains, des recrutements toujours plus précaires pour les animateurs, des conditions de travail détériorées pour tous (agent de service, ASEM, animateurs, PVP, enseignants), des temps de présence dans les écoles rallongés pour les élèves et toujours aucune prise en compte des revendications portées depuis longtemps : baisse des effectifs dans les classes, suppression des évaluations nationales, du Livret personnel de compétence (LPC), de Base Elèves, des Programmes de 2008, des Stages de remise à niveau (SRAN), de l’Aide personnalisée…

Le 22 janvier, les enseignants des écoles se sont massivement mis en grève à Paris et ont manifesté pour protester contre cette réforme et son application par la mairie de Paris qui se voudrait exemplaire et aurait valeur de teste pour l’ensemble des villes et territoires français. Le 23 janvier les enseignants de la région parisienne se sont de nouveau retrouvés pour manifester. D’autres rendez-vous sont pris pour continuer de s’organiser et mener la lutte adéquate face au mépris affiché des décideurs ministériels et municipaux. Ainsi les travailleurs des écoles avec les parents d’élèves seront dans la rue le samedi 2 février.

La Fédération des travailleurs de l’éducation de la CNT soutient les personnels en lutte de la ville de Paris et tous ceux qui ont commencé à s’organiser collectivement pour lutter contre ces projets désastreux pour les enfants, les personnels des écoles et des mairies.